

Positions

A la veille de la session d'été 2018 des Chambres fédérales

Position de politique européenne

Pour scienceindustries, il n'y a **aucune urgence à négocier et conclure rapidement un accord institutionnel**, dès lors que les négociations liées au Brexit pourraient fournir de nouveaux enseignements utiles à cet égard.

A côté des mécanismes de règlement des différends (rôle de la CEJ, proportionnalité des mesures de compensation éventuelles), **la définition de l'acquis européen pertinent et du droit devant être repris** revêt une grande importance pour l'industrie. Les deux éléments que voici sont essentiels aux yeux de scienceindustries:

- **L'acquis doit absolument être déterminé conjointement par l'UE et la Suisse.**
- **Une reprise seulement partielle de l'acquis désigné comme pertinent doit demeurer possible**, ce qui implique la reconnaissance de l'équivalence des dispositions juridiques (principe d'équivalence).

17.046 (CN/CE) Initiative populaire: Le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination)

NON à cette initiative, qui mettrait en péril des dispositifs contractuels importants pour notre économie (p. ex. les accords de libre-échange, notre adhésion à l'OMC, les accords TRIPS etc.) et aggraverait le degré d'incertitude juridique.

18.3380 (CN) Po CER-CN. Vue générale sur la politique agricole. Effets du système de protection douanière pour les branches situées en amont et en aval du secteur agricole.

OUI à la vue générale sur l'évolution à moyen terme de la politique agricole.

L'accès aux marchés internationaux est d'une importance primordiale pour l'économie. Le rapport supplémentaire portant sur les effets du système de protection douanière pour les branches situées en amont et en aval du secteur agricole, mérite d'être soutenu.

16.077 (CN) CO. Droit de la société anonyme

OUI aux propositions de reprise des dispositions relatives à l'initiative Minder ainsi qu'aux nombreuses adaptations visant un assouplissement, par exemple la suppression de l'obligation de la forme authentique pour les sociétés à structure simple. De même, la clause de responsabilité introduite dans l'actuel contre-projet de la CER-N sans lien impératif avec le retrait simultané de l'initiative "entreprises responsables" est à rejeter. **scienceindustries soutient la proposition de minorité de renoncer entièrement au contre-projet indirect en biffant les dispositions concernées du projet relatif au droit des SA.**

17.059 (CN) Loi sur la protection des données. Révision totale et modification d'autres lois fédérales

OUI à l'entrée en matière sur la révision totale de la loi. Celle-ci doit être menée promptement afin de rendre la loi compatible avec les développements internationaux. Il faut résolument limiter la révision à cet objectif et **ne pas entraîner de charges inutiles pour l'économie.**

15.083 (CN) LAMal. Renforcement de la qualité et de l'économicité

Ne pas entrer en matière. Le modèle de promotion qualitative préconisé par le Conseil fédéral ne débouche que sur une **concentration de compétences inappropriée au sein de la LAMal**, au lieu de favoriser les

solutions de réseau, réclamées de tous côtés. Il faut également refuser le financement additionnel qu'implique ce projet.

18.009 (CN/CE) Rapport de politique extérieure 2017

OUI à la consolidation et au développement de la voie bilatérale avec l'UE et au maintien des relations actuelles avec le Royaume-Uni après sa sortie de l'UE. scienceindustries soutient l'objectif stratégique principal consistant à maintenir au-delà du Brexit les droits et obligations mutuels liant actuellement nos deux pays.

18.3021 (CE) Mo. Rieder. Protéger l'économie suisse en contrôlant les investissements

NON à cette motion, qui charge le Conseil fédéral de créer des bases légales pour contrôler les investissements directs depuis l'étranger dans des entreprises suisses, notamment en mettant en place une autorité d'approbation chargée de contrôler les transactions visées. Cette mesure est fondamentalement contraire au principe du libéralisme économique et affaiblirait la place économique suisse.

16.319 (CE) Iv. ct. TG. Pour une agriculture suisse sans génie génétique

NON à une limitation encore plus étendue du génie génétique dans l'agriculture. Sur la base de scénarios alarmistes indéfendables, cette initiative cantonale réclame une interdiction à long terme du génie génétique dans l'agriculture. Elle ne tient aucun compte de l'état actuel des connaissances issues de la recherche et de pratiques agricoles dans le monde entier, ni des rapides progrès accomplis un peu partout par la recherche en matière de sélection de nouvelles variétés végétales. scienceindustries condamne les interdits technologiques dénués de fondement scientifique.

17.3338 (CN) Ip. Exportation vers les pays en développement de deux herbicides interdits en Suisse en raison de leur toxicité. Deux poids, deux mesures. Est-ce conforme au respect des droits humains par la Suisse?

et

17.4094 (CN) Mo. Mettre fin à l'exportation des pesticides interdits en Suisse. Les produits considérés dangereux ici ne le sont pas moins à l'étranger

NON au projet d'une nouvelle ordonnance analogue à un règlement de l'UE. scienceindustries est fermement opposée à toute modification de l'ordonnance PIC (OPICChim) allant au-delà des obligations de la Convention de Rotterdam régissant le commerce de certains produits chimiques et produits phytosanitaires. Il faut à tout prix éviter des initiatives solitaires prises hors d'un cadre multilatéral et qui infligent un désavantage concurrentiel aux entreprises installées en Suisse.

scienceindustries est l'association économique faitière suisse du secteur chimie, pharma et biotech. Ses quelque 250 entreprises membres réalisent plus de 98% de leurs chiffres d'affaires à l'étranger et constituent la principale industrie exportatrice de notre pays, avec près de 45% de la totalité des ventes suisses à l'étranger. Elles contribuent aussi pour près de 40% aux dépenses de recherche privées de la Suisse entière.

Votre contact à scienceindustries:

Stephan Mumenthaler, directeur

Tel. 044 368 17 20

stephan.mumenthaler@scienceindustries.ch

Marcel Sennhauser, responsable Communication

Tél. 044 368 17 44

marcel.sennhauser@scienceindustries.ch